

Communiqué

CAE publie ses résultats du deuxième trimestre de l'exercice 2022

- Produits des activités ordinaires de 814,9 millions \$, en hausse de 16 % par rapport à 704,7 millions \$ pour l'exercice précédent
- RPA de 0,04 \$, par rapport à un montant négatif de 0,02 \$ pour l'exercice précédent
- RPA ajusté⁽¹⁾ de 0,17 \$ par rapport à 0,13 \$ (0,03 \$, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19⁽²⁾) pour l'exercice précédent
- Résultat opérationnel⁽³⁾ correspondant à un bénéfice de 39,2 millions \$, par rapport à 28,2 millions \$ pour l'exercice précédent
- Résultat opérationnel sectoriel ajusté⁽⁴⁾ correspondant à un bénéfice de 90,7 millions \$, par rapport à 79,3 millions \$ (44,1 millions \$, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19⁽⁵⁾) pour l'exercice précédent
- Prises de commandes⁽⁶⁾ de 871,4 millions \$, carnet de commandes⁽⁶⁾ de 8,8 milliards \$ et ratio valeur comptable des commandes/ventes⁽⁶⁾ de 1,07
- Annonce d'un accord, après la clôture du trimestre, portant sur l'acquisition de la division AirCentre de Sabre axée sur les opérations aériennes

Montréal (Canada), le 11 novembre 2021 – (NYSE : CAE; TSX : CAE) – CAE annonce aujourd'hui des produits des activités ordinaires de 814,9 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2022, comparativement à 704,7 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres correspond à un bénéfice de 14,0 millions \$ (0,04 \$ par action) pour le deuxième trimestre, comparativement à une perte de 5,2 millions \$ (montant négatif de 0,02 \$ par action) pour l'exercice précédent. Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2022, le résultat net ajusté⁽⁷⁾ correspond à un bénéfice de 53,2 millions \$ (0,17 \$ par action) par rapport à 34,2 millions \$ (0,13 \$ par action) pour l'exercice précédent.

Pour le trimestre, le résultat opérationnel correspond à un bénéfice de 39,2 millions \$ (4,8 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 28,2 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2021. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond à un bénéfice de 90,7 millions \$ (11,1 % des produits des activités ordinaires) pour le deuxième trimestre, comparativement à 79,3 millions \$ pour l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, correspond à un bénéfice de 90,7 millions \$ (11,1 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 44,1 millions \$ pour l'exercice précédent. Toute l'information financière est en dollars canadiens, sauf indication contraire.

Sommaire des résultats consolidés

(montants en millions, sauf les montants par action)	T2-2022		T2-2021	Variati	on en %	
Produits des activités ordinaires	814,9	\$	704,7 \$;	16	%
Résultat opérationnel	39,2	\$	28,2 \$;	39	%
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) ajusté	90,7	\$	79,3 \$;	14	%
En pourcentage des produits des activités ordinaires	11,1	%	11,3 9	6		
ROS ajusté, abstraction faite des programmes						
d'aide gouvernementale COVID-19	90,7	\$	44,1 \$	5	106	%
En pourcentage des produits des activités ordinaires	11,1	%	6,3 9	6		
Résultat net	17,2	\$	(6,0) \$;	387	%
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments						
de capitaux propres de la Société	14,0	\$	(5,2) \$;	369	%
Résultat de base et dilué par action (RPA)	0,04	\$	(0,02) \$;	300	%
Résultat net ajusté	53,2	\$	34,2 \$;	56	%
RPA ajusté	0,17	\$	0,13 \$;	31	%
Résultat net ajusté, abstraction faite des programmes						
d'aide gouvernementale COVID-19 ⁽⁸⁾	53,2	\$	8,4 \$;	533	%
RPA ajusté, abstraction faite des programmes						
d'aide gouvernementale COVID-19	0,17	\$	0,03 \$;	467	%
Prises de commandes	871,4	\$	667,8 \$;	30	%
Carnet de commandes total	8 827,9	\$	8 296,2 \$	5	6	%

« La croissance que nous avons enregistrée au deuxième trimestre par rapport à l'exercice précédent s'explique par l'amélioration des activités de formation de notre secteur Civil, l'accélération continue de nos initiatives de réduction structurelle des coûts et l'intégration des résultats de la division Formation militaire de L3 Harris à ceux de notre secteur Défense », a déclaré Marc Parent, président et chef de la direction de CAE. « Dans l'ensemble, nos revenus ont augmenté de 16 % d'un exercice à l'autre et notre résultat ajusté par action s'est élevé à 0,17 \$. Nous avons également obtenu des commandes d'une valeur de 871 millions \$, pour un ratio valeur comptable des commandes/ventes de 1,07, et nous affichions un carnet de commandes de 8,8 milliards \$ à la fin du trimestre. Dans le secteur Défense, nous avons clôturé l'acquisition de la division Formation militaire de L3 Harris au cours du trimestre, laquelle a généré de solides revenus avec une marge dans les deux chiffres. Pour le trimestre, nous avons enregistré une croissance interne plus faible du secteur Défense , reflétant les retards quant aux prises de commandes et à l'exécution des programmes, surtout à l'échelle mondiale, principalement en raison de la pandémie. Enfin, en ce qui concerne le secteur Santé, je suis encouragé par le troisième trimestre consécutif de croissance des revenus par rapport à l'exercice précédent pour nos principales activités, à mesure que nous nous efforçons d'accroître la portée et la rentabilité grâce à notre organisation élargie. »

Marc Parent, à propos des perspectives de CAE, a ajouté : « Bien que les répercussions de la COVID-19 continuent de se faire sentir dans tous nos secteurs d'activité, le chemin de la reprise se dessine et CAE émergera de la pandémie en meilleure position, plus résiliente et plus rentable. Plus précisément, nous visons actuellement une marge opérationnelle sectorielle ajustée consolidée d'environ 17 % d'ici à ce que nos marchés soient rétablis dans leur ensemble, avec une possibilité de progression constante par la suite. Nous prévoyons atteindre ce niveau de rentabilité grâce à une base d'activités beaucoup plus importante et à une structure de capital post-pandémie qui nous permettra de conserver une grande marge de manœuvre pour investir davantage dans notre avenir. Nous demeurons sur l'offensive pendant cette période de perturbations, comme en témoigne notre récente proposition d'acquisition de la division AirCentre de Sabre, qui marque notre neuvième acquisition rentable depuis le début de la pandémie. Au fur et à mesure que les conditions commerciales continuent de s'améliorer, nous cherchons à élargir cette position en ce qui concerne les investissements dans la croissance interne et externe. »

M. Parent a conclu en ces termes : « Notre bassin d'occasions d'affaires demeure très attrayant, et je n'ai jamais été aussi enthousiaste quant à l'avenir de CAE que je le suis aujourd'hui. »

Solutions de formation pour l'aviation civile (Civil)

Au deuxième trimestre, le secteur Civil a enregistré des produits des activités ordinaires de 362,1 millions \$, ce qui est stable par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent en raison de l'augmentation du taux d'utilisation en Amérique et de seulement cinq livraisons de nouveaux simulateurs de vol (FFS)⁽⁹⁾, par rapport à 10 au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel correspond à un bénéfice de 49,9 millions \$, comparativement à 15,5 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour le trimestre, le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond à un bénéfice de 65,3 millions \$ (18,0 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 51,9 millions \$ (14,2 % des produits des activités ordinaires) pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, dont nous ne nous sommes pas prévalus au cours du trimestre, correspond également à un bénéfice de 65,3 millions \$ (18,0 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 34,2 millions \$ (9,4 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour le trimestre, le taux d'utilisation⁽¹⁰⁾ des centres de formation du secteur Civil s'est établi à 53 %, et depuis la clôture du trimestre, il affiche une tendance moyenne à la hausse pour atteindre 60 % dans l'ensemble.

Le secteur Civil a obtenu, ce trimestre, des contrats de solutions de formation d'une valeur de 408,9 millions \$, notamment pour la vente de neuf FFS, portant le total des commandes à 14 FFS depuis le début de l'exercice. Parmi les contrats de formation importants, notons une entente de formation à la maintenance des aéronefs d'une durée de cinq ans avec Air Canada, une entente de formation exclusive d'une durée de trois ans avec Brussels Airlines, une entente d'une durée de cinq ans avec Envoy Air, une entente d'une durée de quatre ans avec PGA Portugalia et une entente d'une durée de cinq ans avec Alaska Airlines. En réaction à la croissance de la demande des clients pour des services de formation dans le domaine de l'aviation d'affaires, après la clôture du trimestre, le secteur Civil a annoncé l'expansion de sa présence dans ce domaine avec la construction d'un nouveau centre de formation au pilotage à Las Vegas (Nevada). Le centre, qui devrait ouvrir ses portes à l'été 2022, constituera le premier centre de formation du secteur Civil sur la côte ouest des États-Unis.

L'écosystème numérique du secteur Civil a également été sélectionné par Innotech-Execaire Aviation Group (IEAG) afin d'améliorer l'efficacité de ses activités, faisant d'IEAG le partenaire de lancement de la gamme innovatrice de services numériques de CAE sur le marché de l'aviation d'affaires. En outre, le secteur Civil a annoncé une collaboration stratégique avec BETA Technologies pour la conception et le développement d'un programme de formation des pilotes et des techniciens de maintenance de première qualité pour l'aéronef eVTOL ALIA, ainsi qu'une nouvelle collaboration avec Starr Insurance Companies pour la mise en place d'un programme unique en son genre combinant une formation rigoureuse et une assurance pour les propriétaires d'avions à réaction monopilotes.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,13 pour le trimestre et à 0,92 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes du secteur Civil totalisait 4,3 milliards \$ à la fin du trimestre.

Après la clôture du trimestre, dans le but d'accélérer la stratégie numérique et les solutions SaaS du secteur Civil, CAE a annoncé un accord portant sur l'acquisition de la division AirCentre de Sabre axée sur les opérations aériennes (AirCentre), une gamme inégalée de solutions d'optimisation et de gestion des vols et des équipages. L'accord, qui est évalué à 392,5 millions \$ US, abstraction faite des ajustements postérieurs à la clôture, inclut le catalogue de produits Aircentre de Sabre, les technologies connexes et la propriété intellectuelle ainsi que le transfert des employés hautement qualifiés d'AirCentre. La clôture de la transaction, qui est prévue au cours du premier trimestre de l'année civile 2022, est assujettie aux conditions habituelles et aux approbations réglementaires.

Sommaire des résultats - Solutions de formation pour l'aviation civile

(en millions, sauf les unités NES et les FFS)	T2-2022		T2-2021		Variation en %
Produits des activités ordinaires	362,1	\$	364,5	\$	(1) %
Résultat opérationnel	49,9	\$	15,5	\$	222 %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) ajusté	65,3	\$	51,9	\$	26 %
En pourcentage des produits des activités ordinaires	18,0	%	14,2	%	
ROS ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	65,3	\$	34,2	\$	91 %
En pourcentage des produits des activités ordinaires	18,0	%	9,4	%	
Prises de commandes	408,9	\$	353,3	\$	16 %
Carnet de commandes total	4 263,2	\$	4 399,4	\$	(3) %
Unités NES ⁽¹¹⁾	245		251		(2) %
FFS dans le réseau de CAE ⁽⁹⁾	312		308		1 %
FFS livrés	5		10		(50) %
Taux d'utilisation	53	%	49	%	8 %

Défense et sécurité (Défense)

Pour le deuxième trimestre, les produits des activités ordinaires du secteur Défense se sont établis à 417,9 millions \$, en hausse de 38 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent, ce qui comprend un montant de 135,1 millions \$ généré par la division Formation militaire de L3Harris Technologies (L3H MT). Le résultat opérationnel correspond à une perte de 8,9 millions \$, comparativement à un bénéfice de 11,4 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond à un bénéfice de 26,7 millions \$ (6,4 % des produits des activités ordinaires), y compris un montant de 16,2 millions \$ généré par L3H MT, par rapport à 24,2 millions \$ (8,0 % des produits des activités ordinaires) au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, correspond également à un bénéfice de 26,7 millions \$ (6,4 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 7,3 millions \$ (2,4 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le secteur Défense, abstraction faite de L3H MT, a généré des produits des activités ordinaires en baisse par rapport au trimestre précédent et au trimestre correspondant de l'exercice précédent, ainsi qu'un résultat opérationnel sectoriel ajusté moins élevé pour le trimestre considéré, ce qui reflète les retards dans les commandes de produits et l'exécution des programmes, en particulier au niveau international, qui sont en grande partie attribuables à la pandémie.

Au cours du trimestre, CAE a conclu l'acquisition précédemment annoncée de L3H MT, qui est hautement complémentaire à ses activités principales de formation militaire. Le secteur Défense a enregistré des commandes d'une valeur de 427,6 millions \$, dont son premier contrat en tant que maître d'œuvre octroyé par la communauté du renseignement américain, pour le projet de prototype Beyond 3D de la National Geospatial Intelligence Agency (NGA). Les technologies numériques, les architectures de mégadonnées, l'apprentissage automatique et l'intelligence artificielle se rejoignent, illustrant la manière dont CAE est à l'avant-garde de l'expertise en matière de modélisation et de simulation pour le soutien des missions et des opérations dans l'environnement multidomaines.

Parmi les autres contrats importants, notons des contrats de l'armée américaine pour continuer à fournir des services d'entraînement au vol et de soutien sur appareil à voilure fixe au centre de formation CAE de Dothan; de l'U.S. Air Force (USAF) et de l'Air National Guard pour réaliser une série de mises à niveau et de modifications sur les simulateurs F-16; de l'Organisme fédéral des équipements, des technologies de l'information et du soutien en service de la Bundeswehr (BAAINBw) en Allemagne pour la mise à niveau et la modification du dispositif d'entraînement aux missions de vol du centre Joint Lynx Simulator Training Establishment, sur la base aéronavale allemande de Nordholz, ainsi que pour la mise à niveau et la modification des simulateurs NH90 des forces armées allemandes; de la U.S. Navy pour réaliser une série de mises à niveau et de modifications sur les dispositifs d'entraînement F/A-18; du General Headquarters of the United Arab Emirates pour continuer à fournir à la Force aérienne et la Force de défense des Émirats arabes unis des services d'entraînement pour les aéronefs télépilotés; et de l'USAF pour réaliser une série de mises à niveau et de modifications sur les dispositifs d'entraînement C-130H et les dispositifs d'entraînement du système aéroporté d'alerte et de contrôle E3-A, ainsi que pour continuer à fournir des services d'entraînement initial des pilotes.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes du secteur Défense s'est établi à 1,02 pour le trimestre et à 0,90 pour les 12 derniers mois (excluant les options de contrat). Le carnet de commandes du secteur Défense, y compris les options et la participation de CAE dans des coentreprises, s'établissait à 4,6 milliards \$ à la fin du trimestre. Le bassin d'occasions d'affaires du secteur Défense demeure solide, des soumissions et propositions d'une valeur de quelque 6,5 milliards \$ étant en attente de la décision des clients.

Sommaire des résultats - Défense et sécurité

(montants en millions)	T2-2022	T2-2021	Variation en %
Produits des activités ordinaires	417,9 \$	303,2 \$	38 %
Résultat opérationnel	(8,9) \$	11,4 \$	(178) %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) ajusté	26,7 \$	24,2 \$	10 %
En pourcentage des produits des activités ordinaires	6,4 %	8,0 %	ó
ROS ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	26,7 \$	7,3 \$	266 %
En pourcentage des produits des activités ordinaires	6,4 %	2,4 %	ó
Prises de commandes	427,6 \$	277,5 \$	54 %
Carnet de commandes total	4 564,7 \$	3 896,8 \$	17 %

Santé

Pour le deuxième trimestre, les produits des activités ordinaires du secteur Santé se sont établis à 34,9 millions \$, en baisse de 6 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent qui comprenait des produits des activités ordinaires de 7,1 millions \$ tirés d'un contrat d'approvisionnement en respirateurs attribué par le gouvernement du Canada. Abstraction faite du contrat visant les respirateurs à l'exercice précédent, les produits des activités ordinaires auraient augmenté de 17 % pour le trimestre considéré. Le résultat opérationnel correspond à une perte de 1,8 million \$, comparativement à un bénéfice de 1,3 million \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond également à une perte de 1,3 million \$, par rapport à un bénéfice de 3,2 millions \$ (8,6 % des produits des activités ordinaires) au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, correspond à une perte de 1,3 million \$, par rapport à un bénéfice de 2,6 millions \$ (7,0 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le secteur Santé a de nouveau enregistré une croissance de ses produits des activités ordinaires trimestriels par rapport à l'exercice précédent (abstraction faite des respirateurs) alors qu'elle déploie une organisation élargie et redynamisée, dans l'objectif précis d'atteindre une plus grande portée.

Au cours du trimestre, le secteur Santé a lancé deux mises à niveau de CAE Maestro, la dernière génération de logiciels au cœur de nos simulateurs de patients, qui augmentent considérablement la valeur de CAE Maestro et rehaussent les capacités des produits de CAE. En outre, le système d'exploitation standardisé CAE Maestro Evolve a été étendu à d'autres simulateurs, notamment Lucina.

Le secteur Santé a également conclu une nouvelle collaboration avec RCSI University of Medicine and Health Sciences (RCSI) pour faire progresser l'éducation, la technologie et la recherche en soins de santé grâce à la simulation. RCSI a également certifié un Centre d'excellence de CAE dans le domaine de l'éducation et de la formation fondées sur la simulation, le premier centre de ce genre en Europe.

Sommaire des résultats - Santé

(montants en millions)	T2-2022	T2-2021	Variation en %
Produits des activités ordinaires	34,9 \$	37,0 \$	(6) %
Résultat opérationnel	(1,8) \$	1,3 \$	(238) %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) ajusté	(1,3) \$	3,2 \$	(141) %
En pourcentage des produits des activités ordinaires	— %	8,6 %	,)
ROS ajusté, abstraction faite des programmes			
d'aide gouvernementale COVID-19	(1,3) \$	2,6 \$	(150) %
En pourcentage des produits des activités ordinaires	— %	7,0 %	,)

Autres points saillants financiers

CAE a engagé des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 51,5 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice 2022, dont des coûts d'intégration et d'acquisition de 35,7 millions \$ liés à L3H MT et des coûts de 13,2 millions \$ liés au programme de restructuration, à la suite des mesures annoncées précédemment afin de mieux desservir le marché en optimisant les actifs et la présence à l'échelle mondiale de CAE, en adaptant son effectif mondial et en ajustant ses activités en fonction de la demande attendue pour certains produits et services. La Société prévoit toujours réaliser d'importantes économies annuelles récurrentes, pour éventuellement atteindre des économies annuelles de l'ordre de 65 à 70 millions \$ d'ici le début de l'exercice 2023.

Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles se sont établies à 30,9 millions \$ pour le trimestre, comparativement à 45,6 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Les flux de trésorerie disponibles⁽¹²⁾ se sont fixés à 19,4 millions \$ ce trimestre, comparativement à 44,9 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice précédent. La baisse s'explique essentiellement par le recul des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, en partie du fait des décaissements au titre des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition engagés ce trimestre, neutralisés en partie par la baisse de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie. CAE s'attend normalement à ce qu'une partie des investissements dans le fonds de roulement hors trésorerie s'inversent au cours du second semestre de l'exercice.

Le recouvrement d'impôt sur le résultat s'est établi à 13,0 millions \$ ce trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif négatif de 310 %, par rapport à un taux d'imposition effectif de 14 % au deuxième trimestre de l'exercice 2021. Le taux d'imposition a été touché par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition enregistrés pour le trimestre considéré, sans lesquels il se serait établi à un taux négatif de 1 %. Sur cette base, la diminution du taux d'imposition s'explique en grande partie par l'incidence des changements de lois de l'impôt sur les actifs fiscaux, l'incidence favorable de contrôles fiscaux au Canada et le changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance⁽¹³⁾ ont totalisé 46,7 millions \$ pour le trimestre.

À la fin du trimestre, la dette nette⁽¹⁴⁾ était de 2 481,5 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le capital⁽¹⁵⁾ était de 38,2 %, comparativement à une dette nette de 1 669,2 millions \$ et à un ratio de la dette nette sur le total du capital de 33,9 % à la fin du trimestre précédent. Cette hausse de la dette nette s'explique d'abord et avant tout par la conclusion de l'acquisition de L3H MT et l'exécution du financement connexe.

Le rendement du capital utilisé (RCU)⁽¹⁶⁾ ajusté s'est établi à 6,6 % pour le trimestre, comparativement à 6,7 % au trimestre précédent et à 7,2 % au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le RCU ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, s'est établi à 5,5 % pour le trimestre, comparativement à 5,3 % pour le trimestre précédent et à 6,0 % pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent.

La participation de CAE au programme de SSUC du gouvernement du Canada (programme d'aide gouvernementale COVID-19) a cessé le 5 juin 2021 et, par conséquent, CAE n'a réclamé aucune prestation SSUC pour les salaires et charges salariales engagés après cette date.

Perspectives de la direction

Depuis le début de la pandémie en mars 2020, CAE a pris plusieurs importantes mesures stratégiques en saisissant les occasions d'affaires issues des perturbations du marché, y compris la mobilisation de capitaux propres d'environ 1,5 milliard \$ afin de saisir un bassin d'occasions de croissance, et la conclusion (ou l'annonce) de neuf acquisitions rentables. Parallèlement à l'expansion de la portée externe de CAE, la Société a entrepris des initiatives au niveau de l'entreprise visant à réduire considérablement sa structure de coûts et à atteindre un niveau encore plus élevé d'excellence opérationnelle, notamment au moyen de la consolidation de sa base d'actifs mondiale et de la mise en place de processus numériques innovateurs. CAE a mis en œuvre une stratégie de croissance visant à lui permettre d'émerger de la pandémie en meilleure position, plus résiliente et plus rentable que jamais auparavant. Plus précisément, la Société vise actuellement une marge opérationnelle sectorielle ajustée consolidée d'environ 17 % d'ici à ce que ses marchés soient rétablis dans leur ensemble, avec une possibilité de progression constante par la suite. Elle prévoit atteindre ce niveau de rentabilité grâce à une base d'activités beaucoup plus importante et à une structure de capital post-pandémie qui lui permettra de conserver une grande marge de manœuvre pour investir davantage dans son avenir.

Les tendances à long terme sont favorables pour les trois secteurs d'activité principaux de la Société. La volonté accrue des compagnies aériennes de confier à CAE leurs activités de formation et de soutien opérationnel numérique cruciales ainsi que leurs besoins en gestion des équipages, l'accroissement de la demande prévue de pilotes (départs et réorientations de carrière découlant de la crise) et la forte croissance de la demande de voyages en jets d'affaires sont des éléments positifs durables pour le secteur Civil. Le changement de paradigme, qui fait passer de conflits asymétriques à des menaces contre des adversaires de force comparable, et la reconnaissance du besoin fortement accru de solutions numériques et synthétiques immersives pour la défense nationale sont autant de facteurs qui sont favorables au secteur Défense. Quant à lui, le secteur Santé est prêt à saisir les occasions découlant de la pénurie croissante de personnel infirmier et de la hausse de la demande pour des solutions de sécurité publique.

La Société est d'avis que la demande de déplacements aériens est considérablement comprimée et que le retour du secteur Civil aux niveaux d'avant la pandémie ou à des niveaux plus élevés dépend du moment et du rythme auxquels les restrictions frontalières et les quarantaines seront levées en toute sécurité dans le monde. Les excellents résultats du secteur Civil en Amérique, comme en témoignent le redressement presque complet du taux d'utilisation des centres de formation et la reprise des commandes de FFS dans cette région, constitue un modèle convaincant pour le potentiel d'une reprise mondiale plus large. Pour l'exercice 2022, la Société anticipe une forte croissance continue dans le secteur Civil, qui sera plus marquée au second semestre.

Compte tenu de la pertinence croissante de la formation et de la simulation, le secteur Défense de CAE est également en voie de devenir plus important et plus rentable. La direction se concentre actuellement sur l'intégration de L3H MT, et elle prévoit réaliser les synergies de coûts attendues de l'ordre de 35 à 45 millions \$ d'ici l'exercice 2024. Le secteur Défense est désormais plus étroitement aligné sur les priorités absolues de ses clients et s'est taillé une place en tant que chef de file mondial en formation et en simulation, peu importe la plateforme, dans le marché de la défense. Cela devrait accroître le potentiel d'obtention de nouvelles affaires dans le monde, accéléré par la capacité et la clientèle élargies de l'entité combinée. Les obstacles découlant de la COVID-19 persistent pour les entreprises internationales du secteur de la défense; toutefois, la direction estime que ceux-ci sont temporaires, et elle anticipe toujours une forte croissance à l'exercice 2022, avec des améliorations trimestrielles des produits des activités ordinaires et du résultat opérationnel sectoriel ajusté du secteur Défense au second semestre. Elle s'attend à ce que cette amélioration soit due à une réaccélération des prises de commandes, notamment à l'égard des programmes de produits dont la marge est plus élevée, et à ce que le ratio valeur comptable des commandes/ventes annuel du secteur Défense soit supérieur à 1,0 pour la première fois en quatre ans. La Société prévoit également que l'amélioration des résultats du secteur Défense sera attribuable à l'augmentation des niveaux d'exécution des programmes de produits à mesure que les perturbations liées à la pandémie s'atténueront, ainsi qu'à la réalisation progressive des synergies issues de l'intégration de L3H MT.

Enfin, pour le secteur Santé, la Société prévoit la poursuite de la croissance des produits des activités ordinaires trimestriels par rapport à l'exercice précédent, à mesure qu'elle déploie son organisation élargie et redynamisée dans l'objectif précise d'atteindre une plus grande portée. À long terme, le secteur Santé pourrait devenir une activité importante et rentable pour CAE et, pour l'exercice en cours, la direction s'attend à ce qu'il affiche une croissance dans les deux chiffres de ses produits des activités ordinaires et de son résultat opérationnel sectoriel ajusté (abstraction faite des respirateurs).

Les dépenses totales d'investissement en immobilisations devraient dépasser 250 millions \$ pour l'exercice 2022, principalement afin de soutenir les occasions de croissance durables et rentables. Habituellement, les investissements dans le fonds de roulement hors trésorerie sont plus élevés au premier semestre de l'exercice et, à l'instar des exercices précédents, la direction prévoit qu'une partie de ces investissements dans le fonds de roulement hors trésorerie seront repris au second semestre. La Société continue de viser une conversion de 100 % du résultat net en flux de trésorerie disponibles pour l'exercice. Outre les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition liés à l'acquisition de L3H MT dans le secteur Défense, CAE s'attend à engager des coûts de restructuration totaux de quelque 50 millions \$ à l'exercice 2022 au titre de ses initiatives d'économies continues. La Société prévoit toujours réaliser d'importantes économies annuelles de l'ordre de 65 à 70 millions \$ d'ici le début de l'exercice 2023.

Les attentes de la direction sont fondées sur les conditions du marché, sur le moment et le niveau d'assouplissement des restrictions de mobilité mondiales liées à la COVID-19 et sur la réceptivité des clients à l'égard des solutions de formation et de soutien opérationnel de CAE, ainsi que sur les hypothèses importantes formulées dans ce communiqué, dans le rapport de gestion trimestriel et dans le rapport de gestion de l'exercice 2021 de CAE.

Responsabilité sociale d'entreprise

Au cours du trimestre, CAE s'est concentrée sur son programme pour favoriser le bien-être des employés. Plusieurs activités ont eu lieu dans le cadre de l'initiative *TOI*, *ÇA VA?* dans le but de stimuler la discussion sur la santé mentale sur le lieu de travail et de fournir des outils et techniques afin d'aider les employés et les gestionnaires à aborder ces questions. CAE a également lancé son tout premier Défi Actif CAE, qui encourage l'activité physique par le biais d'une plateforme en ligne proposant un large éventail de cours et d'exercices accessibles à tous les employés dans le monde entier. Enfin, le centre de vaccination de CAE, situé à son siège social de Montréal, a terminé son mandat de vacciner les employés de CAE et de ses entreprises partenaires, ainsi que les membres de leur famille et la collectivité locale. Le centre a mis fin à ses activités le 20 août, après avoir administré 33 000 vaccins contre la COVID-19.

Pour en savoir plus sur la feuille de route et les réalisations de CAE en matière de développement durable, consultez le rapport, au https://www.cae.com/fr/responsabilite-sociale/.

Information détaillée

Nous recommandons fortement aux lecteurs de consulter le rapport de gestion ainsi que les états financiers consolidés de CAE qui sont disponibles sur notre site Web à www.cae.com/fr/investisseurs pour obtenir un exposé plus complet de nos résultats sectoriels.

Les états financiers consolidés intermédiaires et le rapport de gestion de CAE pour le trimestre clos le 30 septembre 2021 ont été déposés auprès des commissions canadiennes de valeurs mobilières sur SEDAR (www.sedar.com) et sont disponibles sur notre site Web (www.sed.com). Ces documents ont également été déposés auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et sont disponibles sur son site Web (www.sec.gov). Les détenteurs de titres de CAE peuvent également obtenir un exemplaire imprimé des états financiers consolidés et du rapport de gestion de la Société, sans frais, en communiquant avec le service de Relations avec les investisseurs (investisseurs@cae.com).

Conférence téléphonique sur les résultats du T2 de l'exercice 2022

Marc Parent, président et chef de la direction de CAE; Sonya Branco, vice-présidente exécutive, Finances, et chef de la direction financière; et Andrew Arnovitz, vice-président principal, Relations avec les investisseurs et Gestion du risque d'entreprise, tiendront une conférence téléphonique qui sera axée sur les résultats aujourd'hui à 13 h (HE). La conférence est destinée aux analystes, aux investisseurs institutionnels et aux médias. Le numéro à composer pour entendre cette téléconférence est le +1-877-586-3392 ou le +1-416-981-9024. Une diffusion audio en direct sera accessible au public sur le site Web de CAE à www.cae.com.

CAE est une entreprise de haute technologie à la fine pointe de l'immersion numérique qui fournit des solutions pour rendre le monde plus sécuritaire. Appuyés par plus de 70 ans d'innovations, nous continuons à réinventer l'expérience client et à révolutionner les solutions de formation et de soutien opérationnel dans les domaines de l'aviation civile, de la défense et la sécurité et des soins de santé. Nous sommes le partenaire de choix des clients du monde entier qui exercent leurs activités dans des environnements complexes, souvent dangereux et fortement réglementés où la réussite est essentielle. Témoignage des besoins permanents de nos clients pour nos solutions, plus de 60 % des produits des activités ordinaires de CAE proviennent d'activités récurrentes. Nous avons la plus vaste présence mondiale de l'industrie, avec plus de 11 000 employés répartis dans 180 emplacements et centres de formation dans plus de 35 pays.

Mise en garde concernant les contraintes liées au communiqué sommaire des résultats

Ce communiqué sommaire des résultats renferme des renseignements limités qui visent à aider le lecteur à évaluer le rendement de CAE, mais ces renseignements ne devraient pas être utilisés par les lecteurs qui ne connaissent pas CAE et ne devraient en aucun cas remplacer les états financiers, les notes annexes aux états financiers et le rapport de gestion de CAE.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent communiqué de presse contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, nos dépenses d'investissement en immobilisations, nos expansions et initiatives nouvelles, nos obligations financières, nos liquidités disponibles, nos ventes futures, la conjoncture économique en général, les perspectives et tendances d'un secteur d'activité, les économies de coûts récurrentes annuelles prévues qui découleront des programmes d'excellence opérationnelle, les marchés potentiels estimatifs, les énoncés relatifs à notre acquisition de L3H MT et à notre acquisition proposée de la division AirCentre de Sabre axée sur les opérations aériennes, l'accès de CAE aux sources de financement, l'accroissement prévu de divers paramètres financiers, les attentes concernant les économies de coûts et les synergies prévues, la solidité, la complémentarité et la compatibilité des acquisitions de L3H MT et de Sabre avec nos activités et nos équipes existantes, les autres avantages prévus des acquisitions de L3H MT et de Sabre et leur incidence sur notre croissance future, nos résultats d'exploitation, notre rendement, nos activités, nos projets et nos occasions, nos perspectives commerciales, nos objectifs, notre développement, nos plans, nos stratégies de croissance et autres priorités stratégiques et notre position de chef de file dans nos marchés ainsi que d'autres énoncés qui ne concernent pas des faits historiques.

Les énoncés prospectifs contiennent normalement des termes comme croire, compter que, s'attendre à, prévoir, envisager, continuer de, estimer, pouvoir, vouloir, devoir, stratégie, futur et des formulations analogues. Toutes ces déclarations sont des déclarations prospectives au sens des dispositions d'exonération des lois canadiennes applicables sur les valeurs mobilières et au sens de la loi américaine Private Securities Litigation Reform Act de 1995.

De par leur nature, les énoncés prospectifs exigent que nous formulions des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes inhérents à nos activités qui pourraient faire en sorte que les résultats réels au cours de périodes futures diffèrent considérablement des résultats indiqués dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts. Les déclarations prospectives contenues dans le présent communiqué représentent nos attentes en date du 11 novembre 2021 et, par conséquent, peuvent changer après cette date. Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. Les informations et déclarations prospectives contenues dans le présent communiqué sont expressément visées par la présente mise en garde. De plus, les énoncés comportant « à notre avis » ou d'autres expressions semblables reflètent nos opinions sur un sujet donné. Ces énoncés sont fondés sur l'information dont nous disposions en date du présent rapport. Bien que nous soyons d'avis que cette information constitue un fondement raisonnable à ces énoncés, elle peut être limitée ou incomplète. Nos énoncés ne doivent pas être interprétés comme le reflet d'une enquête exhaustive sur la totalité de l'information pertinente ou d'un examen de toute cette information. Ces énoncés sont intrinsèquement incertains, et les investisseurs sont priés de ne pas se fier indûment à ces énoncés. Sauf indication contraire de CAE, ces déclarations ne tiennent pas compte de l'incidence potentielle d'éventuels éléments exceptionnels ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, autres regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être annoncés ou survenir après le 11 novembre 2021. Les répercussions financières de ces transactions et de ces éléments exceptionnels peuvent être complexes et dépendent des faits propres à chacun d'eux. Les répercussions financières de ces transactions et de ces éléments exceptionnels peuvent être complexes et dépendent des faits propres à chacun d'eux. Nous ne pouvons donc pas décrire les répercussions prévues de façon significative ou de la même façon que nous présentons les risques connus qui touchent notre entreprise. Les énoncés prospectifs présentés dans ce communiqué visent à aider les investisseurs et d'autres parties à comprendre certains éléments clés de nos résultats financiers prévus pour l'exercice 2022 et à obtenir une meilleure compréhension de notre environnement opérationnel prévu. Les lecteurs sont avisés que ces renseignements peuvent ne pas convenir à d'autres fins.

Hypothèses importantes

Les énoncés prospectifs dans le présent communiqué de presse sont basés sur certaines hypothèses, y compris, sans s'y limiter : les répercussions négatives prévues de la pandémie de COVID-19 sur nos activités, nos résultats d'exploitation, nos flux de trésorerie et/ou notre situation financière, v compris l'effet escompté des mesures d'atténuation mises en œuvre à la suite de la pandémie de COVID-19 et le moment et le degré d'assouplissement des restrictions de déplacement à l'échelle mondiale liées à la COVID-19, la conjoncture de marché, la réceptivité des clients envers les solutions de formation et de soutien opérationnel de CAE, l'exactitude de nos estimations des marchés potentiels et des occasions sur les marchés, la réalisation des économies de coûts récurrentes annuelles prévues et des autres avantages escomptés des récentes initiatives de restructuration et des programmes d'excellence opérationnelle, la stabilité des taux de change, la capacité à couvrir l'exposition aux risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change, la disponibilité d'emprunts sur lesquels effectuer des prélèvements et l'utilisation d'une ou de plusieurs de nos conventions de crédit de premier rang, les liquidités disponibles provenant de notre trésorerie et équivalents de trésorerie, des montants non utilisés sur nos facilités de crédit renouvelables, du solde disponible dans le cadre de notre programme d'achat de créances, de nos flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et de l'accès continu au financement par emprunt de façon suffisante pour répondre aux besoins financiers dans un avenir prévisible, l'accès aux sources de financement attendus dans les délais prévus, l'absence de répercussions importantes d'ordre financier, opérationnel ou concurrentiel découlant de modifications de la réglementation touchant nos activités, notre capacité à conserver nos contrats et à en obtenir de nouveaux, la clôture de l'acquisition proposée de Sabre, l'intégration et la réalisation des avantages et synergies attendus de l'acquisition proposée de Sabre dans les délais prévus, notre capacité à réaliser des synergies et à maintenir notre position sur le marché à la suite de l'exécution réussie des plans d'intégration liés à l'acquisition de L3H MT, notre capacité à achever par ailleurs l'intégration de l'entreprise L3H MT acquise dans les délais prévus et selon les coûts prévus, notre capacité à attirer et à retenir des employés clés en lien avec l'acquisition de L3H MT, les estimations et attentes de la direction par rapport à la conjoncture économique et commerciale futures et autres facteurs liés à l'acquisition de L3H MT et aux effets connexes sur la croissance et l'accroissement de divers paramètres financiers, la réalisation des avantages stratégiques, financiers et autres attendus de l'acquisition de L3H MT dans les délais prévus, et selon les conditions économiques, politiques et du secteur prévues, l'exactitude et l'exhaustivité des informations, y compris l'information financière, communiquées au grand public et autres par L3Harris Technologies, et l'absence de coûts ou de passifs non déclarés importants liés à l'acquisition de L3H MT. Pour de plus amples renseignements, y compris à l'égard des autres hypothèses sous-jacentes aux énoncés prospectifs formulés dans le présent communiqué, veuillez vous reporter à la rubrique pertinente du rapport de gestion de CAE pour l'exercice clos le 31 mars 2021. Compte tenu de l'incidence de l'évolution des circonstances entourant la pandémie de COVID-19 et des mesures connexes prises par CAE, les gouvernements, les autorités de réglementation, les entreprises et les clients, les hypothèses de CAE font intrinsèquement l'objet de plus d'incertitude. Par conséquent, les hypothèses énoncées dans le présent communiqué et, par ricochet, les énoncés prospectifs fondés sur ces hypothèses, pourraient se révéler inexacts.

Risques importants

Les facteurs de risque importants qui pourraient faire en sorte que les résultats ou événements actuels diffèrent considérablement de ceux exprimés dans nos énoncés prospectifs sont mentionnés dans le rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2021 déposé par CAE auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (disponible au www.sedar.com) et auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (disponible au www.sec.gov). Le rapport de gestion de l'exercice 2021 est également disponible au www.cae.com. L'un ou plusieurs des facteurs décrits dans le rapport de gestion de CAE pourraient être exacerbés par la pandémie de COVID-19 en progression et avoir des conséquences sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de CAE qui soient beaucoup plus graves que s'il n'y avait pas eu de pandémie. Ainsi, les lecteurs sont informés que les risques divulgués pourraient avoir une incidence défavorable importante sur nos énoncés prospectifs. Nous devons souligner le fait que la liste des facteurs de risque n'est pas exhaustive et d'autres facteurs pourraient également avoir des répercussions défavorables sur nos résultats.

Mesures hors PCGR et autres mesures financières

Le présent communiqué comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information supplémentaire utile, mais n'ont pas de signification normalisée établie conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures hors PCGR aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres sociétés. La direction croit que la présentation de certaines mesures hors PCGR fournit aux lecteurs une meilleure compréhension de nos résultats et des tendances tout en leur fournissant des renseignements additionnels sur nos résultats financiers et opérationnels.

Changements apportés aux mesures hors PCGR et aux chiffres comparatifs

Au quatrième trimestre de l'exercice 2021, nous avons changé la désignation des mesures de rentabilité suivantes sans en modifier la composition :

- Le résultat opérationnel sectoriel ajusté (auparavant, le résultat opérationnel sectoriel avant les éléments particuliers);
- Le BAIIA ajusté (auparavant, le BAIIA avant les éléments particuliers);
- Le résultat net ajusté (auparavant, le résultat net avant les éléments particuliers);
- Le résultat ajusté par action (auparavant, le résultat par action avant les éléments particuliers).

Nous avons également introduit de nouvelles mesures hors PCGR qui reflètent l'incidence des programmes d'aide gouvernementale COVID-19 sur les mesures ci-dessus, de manière à incorporer les directives récentes et en évolution des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. Ces mesures ne tiennent pas compte des charges opérationnelles accrues découlant de la COVID-19 que nous comptabilisons et qui sont prises en compte dans nos résultats.

En outre, nous n'utilisons plus la mesure hors PCGR du résultat opérationnel sectoriel et l'avons remplacée par le résultat opérationnel sectoriel ajusté.

Les chiffres comparatifs ont été reclassés aux fins de conformité avec ces changements de présentation.

- (1) Le résultat par action ajusté est une mesure hors PCGR qui est obtenue en éliminant les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, et les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques ou d'événements importants, après impôt, ainsi que les éléments fiscaux non récurrents importants du résultat dilué par action des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société. L'incidence par action correspond à ces coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition et à ces pertes de valeur et autres profits et pertes, après impôt, de même qu'aux éléments fiscaux non récurrents, divisés par le nombre moyen dilué d'actions. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle par action et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.
- (2) Le résultat par action ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, exclut en outre l'incidence des apports gouvernementaux liés aux programmes d'aide COVID-19 qui ont été portés au crédit du résultat, après impôt, mais n'est pas ajusté pour tenir compte des charges opérationnelles accrues découlant de la COVID-19 que nous comptabilisons et dont nous tenons compte dans nos résultats.
- (3) Le résultat opérationnel est une mesure additionnelle conforme aux PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières, structures fiscales et activités abandonnées. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il facilite la comparaison entre les périodes et avec les résultats d'entreprises et de secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.
- (4) Le résultat opérationnel sectoriel ajusté est une mesure hors PCGR qui correspond à la somme des indicateurs clés utilisés pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond au résultat opérationnel, abstraction faite des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que des pertes de valeur et autres profits et pertes découlant des transactions stratégiques ou d'événements importants. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle et facilite la comparaison entre les périodes. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté est également la mesure de rentabilité qu'utilise la direction pour prendre des décisions sur l'attribution des ressources aux secteurs et évaluer la performance sectorielle.
- (5) Le résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19 exclut en outre l'incidence des apports gouvernementaux liés aux programmes d'aide COVID-19 qui ont été portés au crédit du résultat, mais n'est pas ajusté pour tenir compte des charges opérationnelles accrues découlant de la COVID-19 que nous comptabilisons et dont nous tenons compte dans nos résultats.
- (6) Prises de commandes et carnet de commandes

Les prises de commandes sont une mesure hors PCGR qui nous indique combien valent en principe les commandes que nous avons reçues.

Pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Par ailleurs, les produits des activités ordinaires attendus provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont

inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;

- Pour le secteur Défense et sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les prises de commandes que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Pour le secteur Santé, une commande est habituellement convertie en produits des activités ordinaires dans les 12 mois;
 par conséquent, nous présumons que le montant des commandes correspond aux produits des activités ordinaires.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des produits des activités ordinaires d'une période donnée.

Le carnet de commandes total est une mesure hors PCGR qui représente les produits des activités ordinaires attendus et comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises de même que les commandes non financées et les options.

- Les commandes engagées nous indiquent à combien se montent les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées. Elles correspondent à la somme des prises de commandes de la période et du solde des commandes engagées à la fin de l'exercice précédent, moins les produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période, plus ou moins les ajustements du carnet de commandes. Si le montant d'une commande déjà comptabilisé pour un exercice antérieur est modifié, le carnet de commandes est aiusté:
- Le carnet de commandes des coentreprises se compose de commandes engagées qui représentent la valeur prévue de notre quote-part des commandes qu'ont reçues les coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées telle qu'elle est décrite ci-dessus;
- Les commandes non financées s'entendent des commandes fermes du secteur Défense et sécurité que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Le carnet de commandes tient compte des options dont la probabilité d'exercice est élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée (ID/IQ). Lorsqu'une option est exercée, elle est inscrite dans les prises de commandes de la période et est sortie des commandes non financées et des options.
- (7) Le résultat net ajusté est une mesure hors PCGR que nous utilisons comme mesure additionnelle de nos résultats opérationnels. Il correspond au résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société au titre des activités poursuivies, et exclut les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition et les pertes de valeur et autres profits et pertes découlant des transactions stratégiques ou d'événements importants, après impôt, de même que les éléments fiscaux non récurrents importants. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il dresse un meilleur portrait de notre performance opérationnelle et qu'il nous permet de comparer plus facilement nos résultats entre les périodes.
- (8) Le résultat net ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, exclut en outre l'incidence des apports gouvernementaux liés aux programmes d'aide COVID-19 qui ont été portés au crédit du résultat net, après impôt, mais n'est pas ajusté pour tenir compte des charges opérationnelles accrues découlant de la COVID-19 que nous comptabilisons et dont nous tenons compte dans nos résultats.
- (9) Un simulateur de vol (FFS) est une reproduction en taille réelle d'un cockpit d'avion d'une marque, d'un modèle et d'une série donnés, qui comprend un système de mouvement. Habituellement, le nombre de FFS dans le réseau n'inclut que les FFS haute fidélité et exclut les dispositifs de formation fixes et les autres dispositifs de niveau inférieur, car de tels dispositifs sont généralement utilisés en plus des FFS dans le cadre des mêmes programmes de formation autorisés.
- (10) Le taux d'utilisation est l'une des mesures opérationnelles que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile. Bien que ce taux n'ait pas de corrélation exacte avec les produits des activités ordinaires comptabilisés, nous l'utilisons, parallèlement à d'autres mesures, puisque nous sommes d'avis qu'il s'agit d'un indicateur de notre rendement opérationnel. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.
- (11) Le nombre équivalent de simulateurs (NES) est une mesure opérationnelle qui nous indique le nombre moyen total de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période.
- (12) Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs sans lien avec la croissance et les dividendes versés et auxquels sont ajoutés le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements.

- (13) Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.
- (14) La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.
- ⁽¹⁵⁾ Le ratio de la dette nette sur les capitaux propres correspond à la dette nette divisée par la somme du total des capitaux propres et de la dette nette.
- (16) Le rendement du capital utilisé (RCU) est une mesure hors PCGR et sert à évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, en excluant les charges financières nettes, après impôt, par le montant moyen du capital utilisé.

Rapprochement du résultat opérationnel sectoriel ajusté

	Solutions de formation pour Défense et l'aviation civile sécurité			Santé		Total			
Trimestres clos les 30 septembre	2021		2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020
Résultat opérationnel	49,9	\$	15,5	\$ (8,9) \$	11,4 \$	(1,8) \$	1,3 \$	39,2 \$	28,2 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	15,4		36,4	35,6	12,8	0,5	1,9	51,5	51,1
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) ajusté	65,3	\$	51,9	\$ 26,7 \$	24,2 \$	(1,3) \$	3,2 \$	90,7 \$	79,3 \$
Programmes d'aide gouvernementale COVID-19	_		17,7	_	16,9	_	0,6	_	35,2
ROS ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	65,3	\$	34,2	\$ 26,7 \$	7,3 \$	(1,3) \$	2,6 \$	90,7 \$	44,1 \$

Rapprochement du résultat net ajusté et du résultat par action ajusté

		es clos les septembre
(montants en millions, sauf les montants par action)	2021	2020
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	14,0 \$	(5,2) \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, après impôt	39,2	39,4
Résultat net ajusté	53,2 \$	34,2 \$
Programmes d'aide gouvernementale COVID-19, après impôt	- \$	25,8 \$
Résultat net ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	53,2 \$	8,4 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	318,7	265,8
RPA ajusté	0,17 \$	0,13 \$
RPA ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	0,17 \$	0,03 \$

Rapprochement des flux de trésorerie disponibles

(montants en millions)	T2-2022	T1-2021
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles*	78,2 \$	103,9 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(47,3)	(58,3)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	30,9 \$	45,6 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance	(10,3)	(4,6)
Variation des autres actifs	(8,0)	(0,6)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	6,1	0,2
Produit net tiré des participations mises en équivalence	0,1	0,4
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	0,6	3,9
Flux de trésorerie disponibles	19,4 \$	44,9 \$

^{*} avant variation du fonds de roulement hors trésorerie

Rapprochement du capital utilisé et de la dette nette

(montants en millions)	30 septembre 2021	31 mars 2021
Utilisation du capital :		
Actifs courants	2 156,6 \$	3 378,6 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(340,4)	(926,1)
Passifs courants	(1 703,3)	(2 633,3)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	205,7	216,3
Fonds de roulement hors trésorerie	318,6 \$	35,5 \$
Immobilisations corporelles	2 111,9	1 969,4
Autres actifs non courants	4 884,1	3 400,4
Autres passifs non courants	(814,5)	(767,1)
Total du capital utilisé	6 500,1 \$	4 638,2 \$
Provenance du capital :		
Partie courante de la dette à long terme	205,7 \$	216,3 \$
Dette à long terme	2 616,2	2 135,2
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(340,4)	(926,1)
Dette nette	2 481,5 \$	1 425,4 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	3 944,4	3 140,5
Participations ne donnant pas le contrôle	74,2	72,3
Provenance du capital	6 500,1 \$	4 638,2 \$

Pour d'autres mesures hors PCGR et d'autres mesures financières surveillées par CAE, et pour un rapprochement de telles mesures et des mesures définies par les PCGR les plus directement comparables, veuillez vous reporter à la rubrique 5 du rapport de gestion de CAE pour le trimestre clos le 30 septembre 2021 déposé auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières qui est disponible sur notre site Web (www.cae.com) et sur celui de SEDAR (www.sedar.com).

État consolidé du résultat net

(Non audité)	Trin	 es clos les septembre	Semestres clos les 30 septembre				
(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	2021	2020	2021		2020		
Produits des activités ordinaires	814,9	\$ 704,7	\$ 1 567,6	\$	1 255,2	\$	
Coût des ventes	587,3	513,7	1 126,2		956,2		
Marge brute	227,6	\$ 191,0	\$ 441,4	\$	299,0	\$	
Frais de recherche et de développement	30,7	25,6	54,2		45,7		
Frais de vente, généraux et d'administration	122,1	88,2	228,0		182,1		
Autres (profits) et pertes	(4,1)	(2,7)	(9,8)		93,9		
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	(11,8)	0,6	(20,1)		8,3		
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	51,5	51,1	63,7		51,1		
Résultat opérationnel	39,2	\$ 28,2	\$ 125,4	\$	(82,1)	\$	
Charges financières – montant net	35,0	35,2	63,6		70,3		
Résultat avant impôt sur le résultat	4,2	\$ (7,0)	\$ 61,8	\$	(152,4)	\$	
Recouvrement d'impôt sur le résultat	(13,0)	(1,0)	(2,7)		(36,4)		
Résultat net	17,2	\$ (6,0)	\$ 64,5	\$	(116,0)	\$	
Attribuable aux :							
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	14,0	\$ (5,2)	\$ 60,4	\$	(115,8)	\$	
Participations ne donnant pas le contrôle	3,2	(0,8)	4,1		(0,2)		
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de							
capitaux propres de la Société							
De base et dilué	0,04	\$ (0,02)	\$ 0,20	\$	(0,44)	\$	

État consolidé du résultat global

(Non audité)	Sem	semestres clos les 30 septembre						
(montants en millions de dollars canadiens)	2021	2020	2021		2020			
Résultat net	17,2	\$ (6,0)	\$ 64,5	\$	(116,0)	\$		
Éléments pouvant être reclassés en résultat net								
Écarts de conversion liés aux opérations à l'étranger	49,4	\$ (13,7)	\$ 11,8	\$	(119,6)	\$		
(Perte) gain sur les couvertures d'investissements nets dans des opérations								
à l'étranger – montant net	(21,9)	25,1	(7,5)		72,2			
Reclassement au résultat net d'écarts de conversion	(1,0)	(10,7)	(3,2)		(16,5)			
(Perte) gain sur les couvertures de flux de trésorerie - montant net	(3,9)	13,1	(17,7)		43,4			
Reclassement au résultat net de la perte (gain) sur les couvertures de flux de trésorerie	3,8	(7,4)	0,1		(12,4)			
Impôt sur le résultat	(5,6)	(3,6)	0,5		(11,0)			
	20,8	\$ 2,8	\$ (16,0)	\$	(43,9)	\$		
Éléments qui ne seront jamais reclassés en résultat net								
Réévaluations des obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies	32,5	\$ 15,1	\$ 36,1	\$	(107,9)	\$		
Gain sur les actifs financiers détenus à la juste valeur par le biais								
du résultat global – montant net	_	0,1	_		_			
Impôt sur le résultat	(8,6)	(3,8)	(9,5)		28,5			
	23,9	\$ 11,4	\$ 26,6	\$	(79,4)	\$		
Autres éléments du résultat global	44,7	\$ 14,2	\$ 10,6	\$	(123,3)	\$		
Total du résultat global	61,9	\$ 8,2	\$ 75,1	\$	(239,3)	\$		
Attribuable aux :								
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	58,0	\$ 9,4	\$ 70,8	\$	(236,3)	\$		
Participations ne donnant pas le contrôle	3,9	(1,2)	4,3		(3,0)			

État consolidé de la situation financière

(Non audité)	30 septembre	31 mars	;
(montants en millions de dollars canadiens)	2021	2021	
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	340,4	\$ 926,1	\$
Dépôts soumis à restrictions au titre des reçus de souscription	_	700,1	
Créances clients	559,1	518,6	
Actifs sur contrat	588,9	461,9	
Stocks	537,6	647,8	
Acomptes	59,3	52,1	
Impôt sur le résultat à recouvrer	53,1	39,8	
Actifs financiers dérivés	18,2	32,2	
Total de l'actif courant	2 156,6	\$ 3 378,6	\$
Immobilisations corporelles	2 111,9	1 969,4	
Actifs au titre des droits d'utilisation	357,9	308,5	
Immobilisations incorporelles	3 431,1	2 055,8	
Investissement dans les participations mises en équivalence	445,0	422,2	
Actifs d'impôt différé	119,5	104,9	
Actifs financiers dérivés	7,2	13,2	
Autres actifs non courants	523,4	495,8	
Total de l'actif	9 152,6	\$ 8 748,4	\$
Passif et capitaux propres			
Dettes fournisseurs et charges à payer	796,1	\$ 945,6	\$
Provisions	42,0	52,6	
Impôt sur le résultat à payer	16,2	16,2	
Passifs sur contrat	634,6	674,7	
Partie courante de la dette à long terme	205,7	216,3	
Passifs au titre des reçus de souscription	_	714,1	
Passifs financiers dérivés	8,7	 13,8	
Total du passif courant	1 703,3	\$ 2 633,3	\$
Provisions	28,8	30,9	
Dette à long terme	2 616,2	2 135,2	
Obligations au titre des redevances	149,3	141,8	
Obligations au titre des avantages du personnel	198,1	222,2	
Passifs d'impôt différé	93,7	123,5	
Passifs financiers dérivés	2,9	3,1	
Autres passifs non courants	341,7	245,6	
Total du passif	5 134,0	\$ 5 535,6	\$
Capitaux propres			
Capital-actions	2 219,7	\$ 1 516,2	\$
Surplus d'apport	37,3	22,5	
Cumul des autres éléments du résultat global	56,7	58,1	
Résultats non distribués	1 630,7	 1 543,7	
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de			
capitaux propres de la Société	3 944,4	\$ 3 140,5	\$
Participations ne donnant pas le contrôle	74,2	 72,3	
Total des capitaux propres	4 018,6	\$ 3 212,8	\$
Total du passif et des capitaux propres	9 152,6	\$ 8 748,4	\$

État consolidé des variations des capitaux propres

(Non audité)	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Socié													
Semestre clos le 30 septembre 2021	Actions ordinaires Cumul des autre		Cumul des autres						Participations	Total des	;			
(montants en millions de dollars canadiens,	Nombre	Valeur	ur Surplus élé		éléments du		Résultats non			ne donnant		capitaux	Į.	
sauf les nombres d'actions)	d'actions	attribuée		d'apport		résultat global		distribués		Total		pas le contrôle	propres	;
Soldes au 31 mars 2021	293 355 463	1 516,2	\$	22,5	\$	58,1	\$	1 543,7	\$	3 140,5	\$	72,3	\$ 3 212,8	\$
Résultat net	_	_	\$	_	\$	_	\$	60,4	\$	60,4	\$	4,1	\$ 64,5	\$
Autres éléments du résultat global						(16,2)		26,6		10,4		0,2	10,6	
Total du résultat global	_	_	\$	_	\$	(16,2)	\$	87,0	\$	70,8	\$	4,3	\$ 75,1	\$
Émission d'actions ordinaires suite à la conversion														
des reçus de souscription	22 400 000	677,2		12,5		_		_		689,7		_	689,7	
Exercice d'options sur actions	1 032 293	26,3		(3,5)		_		_		22,8		_	22,8	
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	_	_		5,8		_		_		5,8		_	5,8	
Transfert des pertes réalisées sur les couvertures														
de flux de trésorerie liés aux regroupements d'entreprises	_	_		_		14,8		_		14,8		_	14,8	
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle						_						(2,4)	(2,4)	
Soldes au 30 septembre 2021	316 787 756	2 219,7	\$	37,3	\$	56,7	\$	1 630,7	\$	3 944,4	\$	74,2	\$ 4 018,6	\$

		Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société													
Semestre clos le 30 septembre 2020	Actions	Actions ordinaires			Cumul des autres							Participations		Total des	
(montants en millions de dollars canadiens,	Nombre	Valeur		Surplus	;	éléments du		Résultats non				ne donnant		capitaux	
sauf les nombres d'actions)	d'actions	attribuée		d'apport	<u> </u>	résultat global		distribués		Total		pas le contrôle		propres	
Soldes au 31 mars 2020	265 619 627	679,5	\$	26,9	\$	193,2	\$	1 590,1	\$	2 489,7	\$	88,6	\$	2 578,3	\$
Résultat net	_	_	\$	_	\$	_	\$	(115,8)	\$	(115,8)	\$	(0,2) \$	\$	(116,0)	\$
Autres éléments du résultat global	_					(41,1)		(79,4)		(120,5)		(2,8)		(123,3)	
Total du résultat global	_	_	\$	_	\$	(41,1)	\$	(195,2)	\$	(236,3)	\$	(3,0) \$	\$	(239,3)	\$
Exercice d'options sur actions	167 500	2,8		(0,4)		_		_		2,4		_		2,4	
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	_	_		7,5		_		_		7,5		_		7,5	
Soldes au 30 septembre 2020	265 787 127	682,3	\$	34,0	\$	152,1	\$	1 394,9	\$	2 263,3	\$	85,6	\$	2 348,9	\$

Tableau consolidé des flux de trésorerie

Semestres clos les 30 septembre	2021		2020	
(montants en millions de dollars canadiens)	2021		2020	
Activités opérationnelles	64.5	•	(110.0)	Φ
Résultat net	64,5	\$	(116,0)	\$
Ajustements pour :	440.7		404.0	
Dotation aux amortissements	149,7		161,8	
Dépréciation d'actifs non financiers	11,3		128,3	
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	(20,1)		8,3	
Impôt sur le résultat différé	(8,9)		(46,1)	
Crédits d'impôt à l'investissement	(13,3)		(8,6)	
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	(1,8)		12,9	
Régimes de retraite à prestations définies	11,9		9,6	
Autres passifs non courants	(15,8)		(9,2)	
Actifs et passifs financiers dérivés – montant net	15,6		(30,1)	
Autres	20,2		29,9	
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(311,5)		(183,6)	
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	(98,2)	_\$_	(42,8)	\$
Activités d'investissement				
Regroupements d'entreprises, nets de la trésorerie acquise	(1 376,4)	\$	_	\$
Acquisition d'un investissement dans une participation mise en équivalence	(4,3)		_	
Ajouts d'immobilisations corporelles	(120,6)		(33,2)	
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	7,9		0,2	
Ajouts d'immobilisations incorporelles	(38,9)		(28,7)	
(Paiements nets versés aux) produit net reçu des participations mises en équivalence	(0,4)		0,9	
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	0,6		10,0	
Autres	(2,4)		(0,1)	
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	(1 534,5)	\$	(50,9)	\$
Activités de financement				
Remboursement net au titre des prélèvements aux termes des				
facilités de crédit renouvelables	_	\$	(555,4)	\$
Produit tiré de la dette à long terme	414,5		17,3	
Remboursement sur la dette à long terme	(21,9)		(11,7)	
Remboursement sur les obligations locatives	(32,4)		(39,0)	
Produit net de l'émission d'actions ordinaires	691,8		2,4	
Autres	(1,1)		(0,7)	
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	1 050,9	\$	(587,1)	\$
Incidence des écarts de conversion sur la trésorerie	, .			
et les équivalents de trésorerie	(3,9)	\$	(7,7)	\$
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(585,7)		(688,5)	_
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	926,1		946,5	
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	340,4	\$	258,0	\$
resortere et equivalents de tresortere à la ciotale de la periode	340,4	پ		

Personnes-ressources à CAE :

Médias :

Hélène V. Gagnon, vice-présidente principale, Affaires publiques, Communications mondiales et Responsabilité sociale de l'entreprise

+1-514-340-5536, helene.v.gagnon@cae.com

Relations avec les investisseurs :

Andrew Arnovitz, vice-président principal, Relations avec les investisseurs et Gestion du risque d'entreprise +1-514-734-5760, <u>andrew.arnovitz@cae.com</u>